

foncier et le produit agricole), de générer de trop nombreuses distorsions de marché.

Devenu préteur en dernier ressort et principal maître d'œuvre des réformes, la Banque mondiale va alors prôner, en étroite intelligence avec le FMI, garant des équilibres macroéconomiques, une réduction massive des dépenses publiques, l'ouverture des économies, la libéralisation des échanges et des prix, des politiques attractives pour les capitaux externes ou encore une dérégulation à tous crins supposée libérer les forces du marché. Autant de mesures, négociées dans le cadre des accords de stabilisation et d'ajustement structurel, qui trouveront leur traduction dans le domaine de l'agriculture dans les « programmes d'ajustement sectoriels agricoles » nationaux (Mazoyer, 2008). C'est ainsi qu'un vaste mouvement de désengagement de l'État et de libéralisation du secteur agricole va être enclenché, lequel se poursuivra avec l'inclusion de l'agriculture dans le dernier cycle de négociations du Gatt (*General Agreement on Tariffs and Trade*) et la création en 1994-1995 de l'OMC (Organisation mondiale du commerce).

Certes, dès les années 1990, une poignée de pays vont effectivement renouer avec la croissance, tandis que les consommateurs urbains des pays du Sud vont largement profiter – provisoirement du moins – de la décade du prix des denrées alimentaires. Mais dans un contexte d'inégalités extrêmes entre les agricultures, l'ouverture des marchés locaux aux importations se révélera rapidement catastrophique pour la petite paysannerie (Houtart, 2009).

L'invasion des importations agricoles à bas prix va littéralement laminer les petits producteurs. Avec la mise en place des accords de libre-échange, du jour au lendemain parfois, ils ont dû rivaliser avec les poids lourds internationaux de l'agro-industrie, hautement compétitifs, et d'autant plus compétitifs qu'ils ont bénéficié – et bénéficieront toujours – d'une généreuse politique de subsides et/ou de soutien ou peuvent miser, dans le cas des secteurs agro-industriels des pays émergents, sur de bas salaires et des taxes foncières souvent très faibles, voire inexistantes, et d'énormes surfaces agricoles.

Doublement acculés, d'une part par la concurrence des importations bon marché, d'autre part, par la suppression des aides et soutiens publics et le démantèlement des structures d'appui aux producteurs, les paysans du Sud se sont trouvés dans l'incapacité d'assurer leur propre reproduction. Piégés dans une spirale d'ap-

pauvrissement et d'endettement, moins encadrés et soutenus que par le passé, ils n'ont souvent eu d'autres choix que de céder leur terre ou leurs bras aux plus offrants (grands propriétaires terriens, entreprises agro-industrielles, etc.) ou de s'exiler vers les agglomérations urbaines où ils sont venus gonfler des bidonvilles que les campagnes alentours arrivent de plus en plus difficilement à nourrir, ceci quand leurs dettes ne les ont pas contraints au suicide, phénomène qui a pris des proportions dramatiques en Asie du Sud.

Comme le rappelle Sylvie Brunel, cette tendance a donc doubla-ment aggravé le problème alimentaire : « *D'une part en créant de vastes "plèbes urbaines" qui comptent sur une nourriture importée à bas prix pour se nourrir, d'autre part en privant les campagnes d'une paysannerie qui aurait pu permettre d'alléger la facture alimentaire et de créer un marché intérieur en élevant le pouvoir d'achat de la masse paysanne* » (2008). Dans ces conditions, il aura suffi que survienne une brusque envolée des prix internationaux, après une très longue baisse, pour que les villes, grossies par l'arrivée en masse de paysans appauvris, se trouvent à leur tour pénalisées.

Somme toute, ce que la dernière crise alimentaire a mis en évidence, ce n'est non pas une situation de pénurie ou de manque de disponibilité alimentaire, mais plutôt la très grande vulnérabilité de nombreux pays pauvres aux fluctuations des cours internationaux du fait de leur dépendance croissante aux importations. Aussi, au sortir des indépendances, l'Afrique était-elle autosuffisante et même exportatrice nette de biens alimentaires (près de 1,3 million de tonnes par an entre 1966-1970). Désormais, elle importe près de 25 % de sa nourriture ! (Bello, 2008).

de là :

Expansion des monocultures d'exportation et montée en puissance de l'agrobusiness

Ces mesures de libéralisation et d'ajustement des économies rurales n'ont pas seulement eu pour effet d'accroître les pressions commerciales sur les petits producteurs. Avec le processus de mondialisation, caractérisé par une transformation rapide des modes et des techniques de production, de commercialisation et de consommation, et l'émergence d'une nouvelle division internationale du travail, elles ont été à l'origine d'un profond bouleversement du paysage agricole dans les pays du Sud.

Ce bouleversement s'est d'abord traduit par une formidable expansion des cultures industrielles d'exportation et une spécialisation

accrue. Pour maximiser leurs avantages comparatifs et accumuler des devises, les pays du Sud, lourdement endettés, ont en effet été invités à se recentrer sur des cultures à plus haute valeur ajoutée sur les marchés internationaux. L'on verra ainsi le Kenya ou le Pérou se lancer dans la floriculture, les cultures de soja rem- placer au Brésil les terres de pâture ou des sols traditionnellement voués à une agriculture plus diversifiée, les rizières transformées en plantations maraîchères aux Philippines ou encore des orangiers se dresser sur des sites dédiés à la production de haricots – aliment de base de la population – en Haïti, pays qui importe actuellement près de 60 % de sa nourriture !

Mais l'accent mis sur la maximisation des avantages compara- tifs a eu d'autres conséquences que la plus grande spécialisation et la réduction des disponibilités alimentaires nationales. Cultures généralement intensives en capitaux et en intrants industriels cou- teux, mécanisées et économes en main-d'œuvre, elles excluaient d'emblée de nombreux petits agriculteurs familiaux incapables de consentir à de tels investissements, tandis qu'elle a poussé de nom- breux travailleurs agricoles vers la sortie. Gourmandes en espaces et en ressources, elles ont accéléré la concentration des terres, re- poussé les frontières agricoles, obligé l'agriculture de subsistance à s'établir sur des terres moins fertiles et renforcé le mouvement d'appropriation privative des ressources naturelles. Tout ceci sans compter les dégâts écologiques provoqués par de telles cultures : réduction de la biodiversité au profit d'une production standardisée, déforestation, pollution et dégradation des sols et des sous-sols du fait de l'intensification de la production et l'utilisation massive d'in- trants chimiques (engrais et pesticides).

Parallèlement à ce processus de spécialisation, de concentra- tion et de changement d'affectation des terres, va s'enclencher un vaste mouvement d'opérations d'acquisition-fusion dans les sec- teurs agroalimentaires qui aura pour effet de réduire le nombre d'opérateurs en aval et en amont des processus de production. Autrement dit, l'ouverture et l'intégration des marchés ont permis aux grandes firmes du complexe agroalimentaire (producteurs de fertilisants et de semences, intermédiaires commerciaux, industrie agroalimentaire, grandes chaînes de distribution, etc.) de resserrer leur contrôle sur les chaînes de production, de transformation et de commercialisation.

À titre d'exemple, deux firmes (ADM et Cargill) seulement sont actuellement responsables des trois quarts des flux commerciaux internationaux de céréales. Et Monsanto contrôle environ 41 % du marché des semences de maïs et 21 % du marché des semences de soja (Holt-Giménez, Patel, 2009). Une situation de quasi-monopole qui non seulement leur donne un énorme pouvoir de marché (pos- sibilité d'orienter les productions, d'influer sur les prix, etc.), mais renforce considérablement la dépendance des petits producteurs du fait de la réduction du nombre de filières et d'intermédiaires.

Notons enfin que, dans un contexte d'appauvrissement général des campagnes, ces mêmes entreprises ont largement tiré profit de la crise alimentaire en raison de leur position dominante. Ainsi, au cours du dernier semestre 2007, au plus fort de la crise alimen- taire, ADM, Monsanto et Cargill ont vu gonfler leurs bénéfices res- pectivement de 42 %, 45 % et 86 %, tandis que Mozaic Fertiliser, filiale de Cargill, enregistrerait un chiffre d'affaires en hausse de plus de 1 200 % ! (*ibid.*) Quant aux recettes des deux géants de l'agroa- limentaire et de la grande distribution, Nestlé et Tisco, elles ont connu un bon de 8 % et 10 % au cours du premier semestre 2008 (Sorge, 2010).

à là :

Nouvelle ruée sur les terres et les ressources

En juillet 2009, quelques mois avant le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire de la FAO (Rome, 16-18 novembre), s'est tenue à New York la première conférence internationale consacrée aux investissements dans les secteurs agricoles des pays du Sud, laquelle réunissait de grands producteurs agricoles, des proprié- taires terriens, des managers de fonds d'investissements, de fonds souverains et de fonds spéculatifs, ainsi que des représentants des secteurs de l'agrobusiness et des experts du monde académique et du secteur privé, venus des quatre coins du monde (Brésil, Australie, États-Unis, pays du Golfe, Inde, etc.).

Ce premier *Global Agrinvesting Forum* organisé par un des job- bies des producteurs de soja et d'agrocarburants (Soyatech) en par- tenariat avec deux entreprises de conseil (HighQuest Partners et Investment Management Institute) entendait dresser un panorama général des nouvelles perspectives d'investissement – et des nou- velles opportunités de profit et de croissance – dans les secteurs liés à la terre et à la production agricole (Knaup, von Mittelstaedt, 2009).